

Appel à Candidatures et Nominations

PLAIDOYER ET CAMPAGNE
POUR L'INTEGRATION DU GENRE ET
DE L'EMAPE DANS LA GOUVERNANCE
DES RESSOURCES NATURELLES

Durée
5 Semaines



Bientôt
INSCRIVEZ-VOUS

<https://idep-applications.uneca.org/>



Cours en ligne

Début de la formation : 3 Octobre 2022

Date limite du dépôt des Candidatures : 16 Septembre 2022

**PLAIDOYER ET CAMPAGNE
POUR L'INTEGRATION DU GENRE
ET DE L'EMAPE DANS LA GOUVERNANCE
DES RESSOURCES NATURELLES**

Appel à Candidatures et Nominations

Annonce en Bref

Type de cours : Cours en ligne

Domaine: Ressources Naturelles

Date : 3 Octobre 2022 - 4 Novembre 2022

Durée : 5 Semaines

Langue : Bilingue (Anglais / Français)

Date limite du dépôt des candidatures: 16 Septembre 2022



L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.

Contexte

L'Afrique est riche en ressources naturelles. Outre ses vastes ressources agricoles, le continent abrite environ 30 % des réserves minérales mondiales, 8% et 12 % respectivement des réserves mondiales de gaz naturel et de pétrole . Plus précisément, le continent détient environ 40 % des réserves mondiales d'or et jusqu'à 90 % de ses réserves de chrome et de platine, en plus d'autres minéraux tels que le cobalt, les diamants, le platine et l'uranium .

Le secteur industriel africain offre d'énormes possibilités de stimuler la croissance économique et de parvenir à un développement socio-économique durable et inclusif dans les pays riches en ressources. Au total, le secteur représente plus des deux tiers des exportations du continent et une part importante des recettes publiques totales et du produit intérieur brut (PIB).

Il offre également une possibilité de création d'emplois directs et indirects le long de ses chaînes de valeur. Au-delà des avantages fiscaux, les ressources minières offrent des opportunités économiques qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière optimale, peuvent élargir la base économique des pays disposant de ressources, grâce à un cadre fiscal et réglementaire efficace, au contenu local, aux liens sectoriels, à l'investissement durable des revenus des ressources, à la diversification, etc.

Outre la production industrielle de minéraux, l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) est une source de revenus importante pour des millions de personnes, notamment en Afrique subsaharienne. L'EMAPE constitue une source de revenus importante dans les contextes ruraux de 23 pays d'Afrique subsaharienne.

Pourtant, là où l'EMAPE est pratiquée, il s'agit d'une activité largement informelle et souvent illégale. On peut affirmer que ses avantages sont souvent contrebalancés par ses coûts sur les communautés, en particulier sur les femmes, sur l'environnement et l'écosystème local en raison de pratiques nuisibles et d'un manque de réglementation.

Il est bien connu que les projets miniers peuvent avoir des conséquences désastreuses pour les femmes, étant donné que ce sont elles qui ont généralement le plus à perdre (en termes de perte de terres ou de moyens de subsistance, d'augmentation de la violence sexiste, etc.) et ont le moins à gagner du processus d'extraction dans les communautés où elles se trouvent et dans l'ensemble du pays. En outre, bien qu'il ait été estimé que les femmes représentent la moitié de la main-d'œuvre de l'EMAPE, les bénéfices, les retours et les opportunités de ces activités ne sont pas répartis de manière égale.

Alors que les diverses parties prenantes s'engagent à traiter les conséquences sexospécifiques de l'EMAPE, il est impératif de développer leurs capacités en matière de plaidoyer et de campagne pour une intégration efficace et efficiente du genre dans la gestion des ressources naturelles. Il est clair que plus d'opportunités pour les femmes dans le leadership des secteurs miniers - qu'ils soient à grande échelle ou EMAPE - sera bénéfique pour la participation des femmes et les bénéfices de ces activités en général.

L'objectif de ce cours est de comprendre les implications de l'EMAPE en termes de genre, le rôle des différentes parties prenantes pour faire avancer les droits des femmes dans le secteur minier dans son ensemble, et dans l'EMAPE en particulier, et de fournir des tactiques de plaidoyer et de campagne.

Objectifs

Ce cours vise à renforcer la capacité des acteurs non étatiques à mieux comprendre comment les activités minières affectent différemment les femmes ; et comment les différentes parties prenantes peuvent favoriser une intégration efficace du genre dans le secteur minier artisanal et à petite échelle.

Le cours se concentrera sur les données contextuelles ainsi que sur le cadre politique et juridique du secteur en Afrique de l'Ouest. L'objectif est de fournir aux parties prenantes les outils techniques de plaidoyer et de campagne afin de consolider leur engagement.

Contenu

Le contenu de la formation sera conçu pour couvrir les modules suivants :

- Aperçu de l'exploitation minière en Afrique de l'Ouest
- Impacts des opérations d'EMAPE sur les communautés
- Incidences de l'EMAPE sur le genre
- Rôles des parties prenantes dans la promotion des droits des femmes dans le secteur minier
- Outils et stratégies en termes de plaidoyer et de campagne

Compétences à Transmettre

Ce cours doit permettre de :

- Fournir une vue d'ensemble d'une large gamme de conséquences sexospécifiques de l'EMAPE sur les communautés, et présenter le cadre d'évaluation de ces conséquences, avec un accent particulier sur les femmes et les enfants.
- Se concentrer sur la violence sexiste dans les communautés touchées par les opérations minières et fournir des recommandations et des outils afin d'atténuer efficacement les risques de violence sexiste pour les populations touchées.
- Expliquer comment investir dans le concept du genre en gestion minière peut conduire à des communautés stables et résilientes, capables de minimiser les risques des activités minières tout en maximisant ses avantages de manière égale pour les femmes, les hommes, les filles et les garçons.
- Fournir des recommandations et des conseils aux différentes parties prenantes afin de favoriser un engagement féministe dans l'EMAPE.

Approche Pédagogique et Mode d'enseignement

Le cours sera dispensé pendant un mois, avec une semaine supplémentaire pour l'évaluation finale et les reprises éventuelles. Le cours sera modéré de manière asynchrone sur une base quotidienne et les participants sont tenus de participer aux discussions en ligne.

Les leçons sont conçues de manière à ce que les apprenants soient également en mesure d'autoévaluer leur compréhension par le biais d'exercices pratiques, sous la forme d'études de cas, qui favoriseront un apprentissage actif. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

Le cours sera dispensé en anglais et en français. Le cours est structuré pour se dérouler sur une période de quatre semaines. La cinquième semaine sera consacrée à l'évaluation finale et aux reprises éventuelles. Une prolongation peut être accordée sur demande. L'équipe pédagogique sera composée d'un directeur de cours, d'une équipe de modérateurs et des personnes ressources ayant une expertise des questions historiques et contemporaines relatives à l'EMAPE et les femmes dans le domaine du secteur minier, en particulier, en Afrique de l'Ouest.

Les cours décrivent également une solide expérience comparative d'autres régions du monde. Conformément à la philosophie pédagogique de l'IDEP, la présentation des modules de cours combinera une composante d'acquisition de connaissances avec un partage d'expériences entre les participants.

Attestation de Fin de Formation

Une attestation de fin de formation sera délivrée par l'IDEP à tous les participants qui auront réussi les auto-évaluations liées au cours effectués pour chaque module.

Public Cible

Ce cours est conçu pour diverses parties prenantes, notamment les parlementaires, les activistes de la société civile, les journalistes, les femmes et les jeunes qui s'intéressent à la promotion des droits des femmes dans la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.

Le cours est également adapté aux personnes issues du monde universitaire et de l'administration publique qui souhaitent en savoir plus sur le genre et la gestion des ressources naturelles.

Conditions d'admission

Les participants sont acceptés au cours de façon continue et sous réserve de la disponibilité des créneaux horaires, jusqu'à la date limite d'inscription. Veuillez-vous référer au paragraphe ci-dessous pour connaître le groupe cible prioritaire. Les candidatures doivent être remplies exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP. <https://idep-applications.uneca.org/>

Pré-Requis Techniques

L'accès à Internet est une condition indispensable à la participation. Les spécifications suivantes, en tant que minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours d'apprentissage en ligne. Veuillez consulter votre administrateur réseau ou votre responsable des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Plate-forme : Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou superior; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel : 64 Mo de RAM, 1 Go d'espace disque libre
- Logiciel :
 - Adobe Acrobat Reader
 - Adobe Flash Player
 - Microsoft Office (Windows or Mac) ou Open Office
 - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Notez que JavaScript, les cookies et les fenêtres pop-up doivent être activés.

Dates Importantes

- Date limite de dépôt des candidatures et des nominations : **16 Septembre 2022**
- Période de cours : **3 Octobre au 4 Novembre 2022**

Contacts

Division de la formation et de la recherche
Tél: +221 33 829 55 00 / Fax: +221 33 822 29 64
Email: catherine.lalyre@un.org avec en copie lou.zah@un.org



OPEN SOCIETY

Initiative for West Africa



N.B : L'IDEP encourage et soutient vivement la participation de fonctionnaires féminins dûment qualifiés à son programme de développement des capacités et de formation.